

Près de 42 % des juifs belges ont songé à émigrer

Europe Une enquête souligne la montée de l'antisémitisme en Belgique. L'État protège, mais le harcèlement augmente.

Près de 42 % des juifs de Belgique ont pensé à émigrer du pays au cours des cinq dernières années, souligne un rapport sur l'antisémitisme réalisé par l'agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (UE). La Belgique figure parmi les pays où l'antisémitisme est le plus actif, juste derrière la France et l'Allemagne.

Les enquêteurs ont interrogé plus de 16 000 personnes, se déclarant juives, dans douze pays européens. L'échantillon belge est constitué de 785 personnes. Le rapport porte sur la perception par elles de l'antisémitisme et la fréquence à laquelle elles ont été harcelées parce qu'elles étaient juives.

La précédente étude européenne de cette ampleur datait de 2012. Depuis il y a eu l'attentat contre le Musée juif de Bruxelles (2014) et, en continu, la guerre en Syrie et en Irak.

"Autour de moi, la moitié de mes amis sont partis en deux ans", explique Raya Kalenova, venue de Russie il y a 40 ans et définitivement belge. "Beaucoup sont partis avec des jeunes enfants. C'est un déchirement pour ceux qui sont attachés à la Belgique. Mais certains reviennent car les conditions de vie en Israël peuvent être dures et il y a là encore plus d'attentats." Et la majorité, heureusement, reste, presque soulagée après les attentats de Bruxelles de ne pas être la seule cible.

Très minoritaire, la communauté juive en Belgique compte entre 35 000 et 40 000 personnes. Ce que le

rapport démontre, c'est que les juifs belges s'estiment bien protégés par l'État (sites et écoles sous surveillance policière, soutien politique) mais disent subir un harcèlement soit d'éléments radicaux musulmans, soit de bandes de jeunes, soit de la part de groupes d'extrême gauche. Le conflit israélo-palestinien nourrit cet antisémitisme. Plus de 85 % des personnes interrogées en France et en Belgique jugent que ce conflit a eu un impact sur leur sentiment de sécurité, contre 20 % seulement en Hongrie et en Pologne. La moitié des juifs belges jugent être blâmés, "en permanence ou fréquemment", pour ce que fait le gouvernement israélien.

Les organisations juives militent pour que la clarté soit faite sur la critique de la politique israélienne. Elles s'appuient sur une définition adoptée en 2016 par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). "Sept pays européens, mais pas encore la Belgique, ont adopté cette définition qui fait la

distinction entre la critique du gouvernement israélien et le fait de nier le droit à l'existence d'Israël", explique Raya Kalenova, par ailleurs vice-présidente du European Jewish Congress (EJC), basé à Bruxelles.

Un phénomène virulent dans les écoles publiques

Le rapport européen parle d'une "normalisation de l'antisémitisme". Il évoque les précautions que les juifs prennent pour ne pas être exposés à des injures, des propos blessants ou des violences. Certains ne portent plus la kippa en public, d'autres retirent leurs enfants des écoles publiques ou encore, évitent de fréquenter les célébrations de leur communauté.

"En Belgique, il n'y a pratiquement plus d'enfants juifs dans les écoles publiques", dénonce Ariella Woitchik, chargée des affaires légales à l'EJC. "Car ils y sont harcelés et physiquement attaqués. Avant, beaucoup allaient à Catteau ou à Dachsbeek", deux écoles de Bruxelles-Ville. "Plus maintenant. La première insulte dans ces écoles, c'est 'juif'. On ne peut plus enseigner la Shoah dans une école publique."

Près de 39 % des juifs belges ont fait l'objet d'un harcèlement (dans la rue, par SMS ou email, sur les réseaux sociaux) ces douze derniers mois. Et puis il y a les cas les plus graves, comme cette famille juive de Marchienne-au-Pont qui a été cette année menacée de mort à un arrêt de bus et dont la maison a été la cible d'un tir. Sans oublier les manuels antisémites de la Grande Mosquée de Bruxelles ou les propos négationnistes de Jan Tollenaere, exclu de la N-VA.

Le Mrax confirme

Au Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (Mrax), son président Carlos Crespo confirme "une hausse de 38 % des signalements pour des faits de racisme à notre service juridique". L'antisémitisme croît autant que le racisme à l'égard des afro-descendants ou des musulmans. "On est en train de passer d'une libération de la parole raciste à une libération de l'acte raciste et cela se ressent également pour ce qui concerne les faits d'antisémitisme", souligne-t-il.

Christophe Lamfalussy

"Autour de moi, la moitié de mes amis sont partis en deux ans. Beaucoup sont partis avec des jeunes enfants."

Raya Kalenova

Belge arrivée de Russie il y a 40 ans.